



Appui à la Gestion des Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

DÉFIS MONDIAUX : G20 et économie internationale

- Le G20 et les défis de la gouvernance globale
- G20 : les enjeux de la présidence française
- G20 ou G0 ?

GÉOGRAPHIES : Haïti

- Rebâtir l'Etat haïtien
- Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti. Les grands chantiers pour l'avenir
- Haïti ou les limites de l'aide internationale

DÉBATS SUR L'AIDE

- Des partenariats pour transformer l'Afrique. Rapport 2011 sur les progrès en Afrique
- La coopération Sud-sud, un défi pour le système de l'aide ?
- Développement : l'aide progresse, mais les tendances qui se profilent sont préoccupantes

A NE PAS MANQUER

- Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020
- Bulletin de veille n° 180 : spécial G20 agricole
- Famine : polémique autour des politiques agricoles

EDITO

Forum mondial sur l'économie du savoir

OCDE, Paris,
12-13 septembre 2011

L'ambition de cette édition 2011 sera d'étudier le rôle que doivent jouer les politiques de la science et de l'innovation pour aider la croissance et le développement durable et améliorer la qualité de vie : comment faire plus avec moins, mettre en avant l'entrepreneuriat et saisir les opportunités pour l'innovation verte ?

Il sera aussi question de réfléchir à la façon d'appliquer l'innovation aux besoins des plus pauvres en renforçant la coopération internationale et en partageant ces innovations. Le Forum réunira aussi bien des gouvernements des pays membres et non membres de l'OCDE et de nombreux groupes et entreprises. Autour de tables rondes, les participants auront pour mission d'identifier les priorités politiques essentielles et établir un agenda pour le travail futur.

agenda



12-15 SEPTEMBRE 2011

16^e colloque international en évaluation environnementale - Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale et partenaires - Yaoundé (Cameroun)

12-16 SEPTEMBRE 2011

4^e session de la Conférence des ministres africains de l'environnement - AMCEN - Bamako (Mali)

13-15 SEPTEMBRE 2011

Soutenir la planète bleue : conférence globale d'éducation relative à l'eau - UNESCO - Bozeman, Montana (Etats-Unis)

14-16 SEPTEMBRE 2011

4^e Conférence internationale sur l'enseignement supérieur pour le développement durable - UNESCO - Lüneburg (Allemagne)

15-16 SEPTEMBRE 2011

Groupe de haut niveau sur la «Science, la technologie et l'innovation pour le

développement» - UNESCO - Paris (France)

20 SEPTEMBRE 2011

Forum économique international sur l'Afrique 2011 - OCDE - Paris (France)

23-25 SEPTEMBRE

Réunion annuelle Banque mondiale et FMI - Washington DC (Etats-Unis)

26-29 SEPTEMBRE 2011

5^e congrès mondial sur l'agriculture de conservation - WCCA/CIRAD - Brisbane (Australie)

27-29 SEPTEMBRE 2011

Conférence « An integrated approach to skills » Designing and financing effective strategies - OCDE/Asian Development Bank Institute - Shanghai (République de Chine)

29-30 SEPTEMBRE 2011

4^e édition des Rencontres Africaines de Coopération avec l'Europe - RACEWOOD - Pointe Noire (République du Congo)

G20 et économie internationale

L'OUVRAGE

Le G20 et les défis de la gouvernance globale

SADNI-JALLAB, M./ DE BOECK, 2011, 200 p.
R2.117

Après plusieurs décennies d'absence de normes et de règles claires dans l'organisation du monde, l'accumulation des déséquilibres et la multiplication des crises, un consensus s'est forgé sur la nécessité de mettre en place une nouvelle gouvernance globale plurielle et ouverte à un monde de plus en plus diversifié. C'est le G20 qui émerge comme le nouveau cadre de cette gouvernance globale encore balbutiante. Dans cet essai, les auteurs examinent la capacité du G20 à mettre en place et à structurer un nouveau pacte de co-développement au niveau global. Plus particulièrement, ils s'intéressent à sa capacité à mettre fin à l'instabilité croissante et à la montée des risques et des périls au niveau mondial, et à offrir un nouveau cadre de coordination des politiques économiques stable et ouvert à la diversité du monde global.



LE DOSSIER

G20 : les enjeux de la présidence française

REGARDS SUR L'ACTUALITE,
LA DOCUMENTATION FRANCAISE,
N° 371, 2011, 94 p.

R2.116

La France préside le G20 depuis le douze novembre 2010 et jusqu'au grand sommet de Cannes les 03 et 04 novembre 2011.

Créée en 1999, le G20 réunit l'Union européenne et dix-neuf pays représentant, ensemble, 85% du produit intérieur brut (PNB) mondial. Depuis la crise financière de 2008, le G20 a vu son rôle grandir pour devenir une institution incontournable de coopération internationale pour faire face aux problèmes économiques et financiers. Ce numéro a pour but d'éclairer les enjeux de cette présidence annoncés par le Président Nicolas Sarkozy avec des enjeux cruciaux en termes monétaires, financiers, de gouvernance mondiale et de sécurité, mais aussi, sociaux.

L'ARTICLE

G20 ou G0 ?

ROUBINI, N. / BREMMER, I. / PROBLEMES
ECONOMIQUES, FOREIGN AFFAIRS
N°3018, 2011, 59-64 p.

La crise économique et financière de 2007-2009 est venue rappeler combien il était important d'ériger des règles communes de gouvernance mondiale. Il existe déjà un certain nombre d'organisations internationales qui permettent de définir des systèmes de régulation, communs à l'ensemble des Etats. Mais ces instances éprouvent souvent beaucoup de difficultés à mettre tous les participants d'accord. Le G20 cherche depuis la crise à assurer le leadership en matière de gouvernance mondiale. Mais, notamment en raison de la multiplication des objets de litiges (monétaires, budgétaires, commerciaux, etc.) ainsi que de l'hétérogénéité des pays membres, il semble dans l'incapacité de véritablement jouer ce rôle.

Vous êtes un agent de l'AFD,
pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

Haiti

L'OUVRAGE

Rebâtir l'Etat haïtien

PAUYO, N-L. / L'HARMATTAN,
2011, 402 p.
PHT.013

Le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti a asséné le coup de grâce à l'Etat qui présidait au destin de ce pays des Caraïbes. Ce n'est donc pas le tremblement de terre qui est la cause première des malheurs d'Haïti. L'Etat haïtien ainsi détruit doit être rebâti de fond en comble.

L'auteur, un universitaire haïtien, indique des voies nouvelles pour la refonte des institutions étatiques et un nouveau départ du pays et de la nation.

Il considère qu'Haïti doit chercher à tirer le maximum de profit de l'aide active des « amis d'Haïti » (y compris la France) engagés, depuis le séisme, dans l'œuvre de reconstruction. Ce livre, un des tout premiers à paraître sur le sujet, offre une vision modérée, positive et généreuse de l'avenir d'Haïti et de son Etat.



LE RAPPORT WEB

Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti. Les grands chantiers pour l'avenir.

MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE HAITIEN,
2010, 57 p.

<http://www.mpce.gouv.ht/planactionrelèvement.pdf>

Le séisme du 12 janvier 2010 a frappé Haïti au coeur de sa capitale Port-au-Prince et des villes de Léogâne, Jacmel et Petit Goâve. Les dommages et les pertes, dont on mesure chaque jour davantage l'ampleur, sont estimés à près de 8 milliards de dollars US.

Reconstruire Haïti, ce n'est pas revenir à la situation qui prévalait à la veille du séisme. C'est s'attaquer à tous ces facteurs de vulnérabilité pour que plus jamais les aléas de la nature ou les cataclysmes naturels n'infligent de telles souffrances, ne causent autant de dommages et de pertes. Le plan qui est proposé s'inspire d'une vision qui va au-delà de la réponse aux pertes et dommages causés par le tremblement de terre. Il vise à lancer des grands chantiers pour agir maintenant tout en mettant en place les conditions pour s'attaquer aux causes structurelles du sous-développement d'Haïti.

L'ARTICLE

Haïti ou les limites de l'aide internationale

BRAUMAN, R. / ALTERNATIVES INTERNATIONALES, N°50, 2011, 1 p.

Après le tremblement de terre qui a dévasté Port-au-Prince le 12 janvier 2010, une épidémie de choléra éclatait en octobre ajoutant plus de 4 000 morts - sur les quelque 210 000 personnes atteintes - aux centaines de milliers causés par le séisme. Au vu de la reconstruction encore au point mort, nombre de voix se font entendre, estimant que le choléra, comme les décombres qui obstruent encore Port-au-Prince, était le signe d'un échec patent de l'aide internationale. Les lourdeurs réelles du dispositif de l'aide et les promesses d'assistance financière non tenues doivent-elles être incriminées en l'occurrence ? Rien n'est moins sûr.

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

LE RAPPORT WEB

Des partenariats pour transformer l'Afrique. Rapport 2011 sur les progrès en Afrique

AFRICA PROGRESS PANEL,
2011, 73 p.

http://www.africaprogresspanel.org/files/8813/0614/0017/APP_AR_2011_FR_web.pdf

Ce rapport présente une évaluation des progrès réalisés en Afrique au cours de l'année passée, en s'intéressant particulièrement à la contribution des partenariats dans ces avancées. Ensuite, les auteurs examinent comment reproduire à grande échelle les partenariats réussis, et comment créer les politiques favorables et les mesures incitatives nécessaires pour encourager plus de collaboration en faveur du progrès.

Étant donné la diversité des 53 états de l'Afrique (bientôt 54 avec le Sud Soudan) et de leurs économies, de leurs sociétés et de leurs environnements politiques, ces recommandations sont larges et doivent être adaptées et ajustées à chaque pays. Les auteurs sont néanmoins convaincus que, si elles sont mises en œuvre, elles accéléreront le progrès en comblant les lacunes des efforts actuels, mais aussi en conduisant à une augmentation des ressources pour le développement et en élargissant l'accès aux opportunités, aux biens et aux services à travers le continent.



LE RAPPORT WEB

La coopération Sud-sud, un défi pour le système de l'aide ?

REALITY OF AID, 2010, 156 p.

<http://henri.hosting.amaze.nl/South%20South%20Coop/RoA/French%20ROA%20SSDC%20Report.pdf>

Ce rapport est constitué d'une sélection d'études qui vont de l'émergence de nouveaux donateurs tels que l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, à la mise en place d'une nouvelle architecture financière internationale en Amérique du Sud, et à leurs effets sur différentes économies d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. Il décrit la situation générale des pays du Sud, ainsi que les cas particuliers du Zimbabwe, de l'Ouganda et des Philippines, et illustre la viabilité ainsi que les insuffisances de la coopération Sud-Sud en matière de développement. Le rapport contient également deux études relatives à Cuba, l'une sur son action remarquable au Timor Oriental et dans le Pacifique Sud Ouest, l'autre sur sa coopération actuelle avec le Venezuela. Il contient des enseignements importants pour les acteurs du développement, non seulement pour l'amélioration de la coopération Sud-Sud, mais aussi pour le renforcement de l'efficacité de la coopération internationale en matière de développement dans son ensemble.

L'ARTICLE

Développement : l'aide progresse, mais les tendances qui se profilent sont préoccupantes

OCDE, 2011

http://www.oecd.org/document/55/0,3746,fr_21571361_44315115_47521399_1_1_1_1,00.html

En 2010, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Japon ont été les principaux contributeurs d'aide publique au développement (APD) en termes de volume. Les pays de l'UE qui sont membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont fourni au total 70.2 milliards USD, ce qui représente 54 % de l'APD nette totale versée par les donateurs appartenant au CAD.

Entre 2009 et 2010, les augmentations de l'APD les plus importantes en termes réels ont été enregistrées par l'Australie, la Belgique, le Canada, le Japon, la Corée, le Portugal et le Royaume-Uni.

Les apports d'aide fournis par les donateurs membres du CAD de l'OCDE ont atteint 129 milliards USD en 2010, soit le niveau le plus élevé jamais atteint en termes réels, et une progression de 6.5 % par rapport à 2009.

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

L'OUVRAGE

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020

OCDE, 2011, 226p.

Ce rapport présente des projections en termes de production, consommation, échanges, stocks et prix, ainsi qu'une évaluation de l'évolution récente des marchés, des questions et des incertitudes pour un certain nombre de produits de base y compris, pour la première fois, des produits de la pêche et de l'aquaculture. Les auteurs soulignent le fait que des prix moyens plus élevés sont attendus et peuvent encourager les investissements nécessaires pour que la production réponde à la demande croissante.

Toutefois, un niveau élevé des prix soulève également des préoccupations importantes concernant l'augmentation de l'insécurité alimentaire. La volatilité des prix crée une incertitude et des risques pour les producteurs, les négociants, les consommateurs et les gouvernements.

Cette édition examine les déterminants de cet état de fait et propose des suggestions aux décideurs politiques afin de les aider à réduire et à mieux gérer la volatilité.



LE DOSSIER

Bulletin de veille n° 180 : spécial G20 agricole

INTER RESEAUX, 2011

<http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/article/bulletin-de-veille-no180-special>

Ce bulletin de veille spécial est consacré au récent G20 agricole, dont la principale ambition était de traiter de la question de la lutte contre la volatilité des prix agricoles et alimentaires.

Le lecteur y trouvera les documents préparatoires, le plan d'action du G20 agricole et des déclarations de différentes parties prenantes. La première partie de ce bulletin recense l'ensemble des documents et rapports d'experts préparatoires à la tenue du G20 agricole (Partie 1).

Le bulletin présente ensuite le plan d'action des ministres du G20 sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture (Partie 2). Les points de convergence des 20 puissances mondiales, déclinés dans une déclaration de 26 pages, y sont présentés en 5 axes majeurs. Enfin, un panorama des réactions à cette déclaration, aussi bien par les officiels que par la société civile est exposé, agrémenté d'une revue de presse.

L'ARTICLE

Famine : polémique autour des politiques agricoles

OLIVIER M. / JEUNE AFRIQUE, 2011, 1p.

<http://www.jeunefrique.com/Article/ART-JAWEB20110825152740/carburant-somalie-ethiopie-kenyafamine-polemique-autour-des-politiques-agricoles.html>

La Chine a débloqué 60 millions de dollars à destination des populations de la Corne de l'Afrique, en proie à la famine. L'Empire du Milieu répond ainsi à ses détracteurs qui l'accusaient de ne pas prendre une part assez importante de l'effort humanitaire. Mais la polémique n'est pas éteinte pour autant. En toile de fond : les politiques agricoles des pays émergents mais aussi de l'Europe.

Une grande partie des terres est achetée par les pays émergents pour cultiver des produits agricoles destinés à leur population croissante : Chine, Inde, Corée du sud et États pétroliers du Golfe arabo-persique. En Europe, l'un des plus gros locataires de terres africaines n'est autre que le Royaume-Uni. Et, si les cultures destinées aux agro-carburants remplacent toujours davantage les exploitations vivrières, l'Union Européenne y est sans doute pour quelque chose : pour Bruxelles, 10 % des carburants utilisés pour le transport devront venir de produits d'origine végétale avant 2015.



Au sommaire du prochain numéro

- EAU
- LES PAYS ARABES

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement.

Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD.

Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economies ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternel ■ Fruitrop ■ Gafi - bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchiment ■ Lettre du Cean

■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle leom ■ Lettre mensuelle ledom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord-Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'aurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ yfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

Directeur de la publication : DOV ZERAH

Responsable de la rédaction : PHILIPPE CABIN

Coordination : RÉGINE RENNESSON

Réalisation : CÉDRIC JOSEPH-JULIEN, HADJ LAKHAL, RÉGINE RENNESSON, CHANTAL SARALLIER

Graphisme : F.TUAL / FERRARI CORPORATE

Saisie/mise en page : MARCELLE LARNICOL

ISSN 1639-044X

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43